



*Unité – Travail – Progrès*

## T C H A D

72<sup>ème</sup> SESSION DE L'ASSEMBLEE GENERALE DES NATIONS-UNIES

**ALLOCUTION DE S.E. M. HISSEIN BRAHIM TAHA, MINISTRE DES  
AFFAIRES ETRANGERES, DE L'INEGRATION AFRICAINE ET DE LA  
COOPERATION INTERNATIONALE**

New-York, le 23 Septembre 2017

Monsieur le Président de l'Assemblée Générale ;  
Mesdames, Messieurs les Chefs d'Etat et de Délégations ;  
Monsieur le Secrétaire Général des Nations Unies ;  
Distingués invités ;  
Mesdames et Messieurs ;

Permettez-moi d'adresser mes chaleureuses félicitations à Monsieur **Miroslav Lajcak**, pour son élection à la présidence de la 72<sup>ème</sup> session de l'Assemblée Générale des Nations Unies et l'assurons de notre collaboration dans l'accomplissement de sa haute mission.

Je voudrais en même temps exprimer notre reconnaissance à Monsieur **Peter Thompson**, qui a dirigé avec talent et clairvoyance les travaux de la 71<sup>ème</sup> Session.

Mesdames et Messieurs,

Distingués invités;

Il y a une décennie, nous déplorions au sein de cette Assemblée, l'apparition des différentes crises mondiales, notamment financière, et leurs conséquences néfastes sur l'économie mondiale.

Aujourd'hui encore, les pays en voie de développement dont le mien, continuent d'en subir les conséquences, à cause de la chute des prix de leurs produits d'exportation.

Cette conjoncture impacte négativement le financement des Plans et Stratégies de développement de nos pays.

L'humanité est aussi appelée à faire face aux conflits d'un genre nouveau, les défis liés au terrorisme dont les tentacules grandissantes menacent notre stabilité, accentuent davantage la paupérisation de nos économies.

Non moins importants sont les défis liés aux aléas climatiques et environnementaux, avec leurs lots de ravage, dont le récent éboulement en Sierra Leone, le déchainement des ouragans Irma et Sandy aux Caraïbes et aux Etats Unis, et le tremblement de terre au Mexique en sont les preuves.

Nous profitons de ce podium pour exprimer notre solidarité avec les gouvernements et les familles endeuillés dans les différents pays touchés.

Il y a également le phénomène persistant de la sécheresse et de la désertification qui fragilisent nos écosystèmes, avec notamment l'assèchement du Lac Tchad, entraînant des déplacements massifs de population et accentuant la pression sur les ressources déjà limitées de nos pays.

Sa disparition prévisible serait une catastrophe pour les 50 millions d'êtres humains qui vivent des ressources que procure le Lac Tchad. La lettre et l'esprit du thème de notre session actuelle, les engagements contenus dans l'Accord de Paris sur le Climat doivent inciter la Communauté internationale à sauver le Lac Tchad.

**Mesdames, Messieurs,  
Distingués invités ;**

La crise financière et économique que traversent les pays en voie de développement compromet la mise en œuvre efficiente de l'Agenda 2030 pour le développement durable, bâti après des efforts inlassables sur les acquis des Objectifs du Millénaire pour le Développement.

Son adoption en 2015 a suscité beaucoup d'espoir parce qu'il est censé inverser la courbe de la pauvreté et promouvoir le développement. Mais, avec la persistance de la crise économique, les menaces récurrentes sur la paix et

de la sécurité, l'apparition cyclique des pandémies et l'amplification du phénomène migratoire, nous craignons que ces maux n'influent négativement sur la mise en œuvre de cet Agenda.

C'est dans ce contexte économique assez difficile que le Tchad a organisé au début de ce mois de septembre à Paris en France, une Table Ronde pour le financement de son Plan National de développement.

Nous saisissons cette occasion pour remercier tous ceux qui ont contribué au succès de cette table ronde et souhaitons que les promesses faites à cette occasion soient suivies d'effets.

Sur le plan politique, le Tchad entend consolider ses institutions et renforcer le processus démocratique par une rénovation du cadre institutionnel.

Dans cet esprit, il organise en Octobre prochain, conformément au projet de société du Président de la République du Tchad, Idriss Deby Itno, un Forum national sur les réformes institutionnelles chargé d'adapter les structures administratives et politiques aux nouvelles réalités du pays.

**Mesdames et Messieurs ;  
Distingués invités ;**

En plus de ce contexte économique difficile, nous avons des défis particuliers au niveau de notre sous-région du Sahel et du Sahara : les questions sécuritaire et humanitaire.

**En effet, la situation sécuritaire dans les pays du Sahel et du Sahara continue de s'aggraver, du fait des actions des terroristes, des bandes armées et des trafiquants de tout bord qui écumant toute la zone.**

Les récentes attaques des terroristes en pleine capitale du Burkina Faso et contre les forces de la MINUSMA au nord Mali, les attentats quasi quotidiens au Nord Est du Nigeria et à l'Extrême Nord du Cameroun, montrent leur détermination à nous faire la guerre jusqu'au bout.

Cette recrudescence des attaques terroristes nous interpelle et nous contraint à la riposte. C'est pourquoi les Pays du G5 Sahel ont créé la Force Conjointe G5 Sahel, à l'instar de la Force Mixte Multinationale mise sur pied dans le

Bassin du Lac Tchad, pour combattre la secte terroriste Boko Haram, affiliée à Daesh.

Au Mali comme dans le Bassin du Lac Tchad, mon pays est engagé et y consent de lourds sacrifices humains, matériels et financiers.

Cet engagement, pris par le Président de la République, S.E. Idriss Deby Itno, avec le soutien de l'ensemble des Tchadiens, se poursuivra parce qu'il y va de la sécurité collective de la région et bien au-delà. Par conséquent, il nous faut fédérer nos moyens de riposte si nous voulons enrayer ce mal.

Les appuis multiformes de la Communauté internationale et singulièrement ceux de notre Organisation, nous sont indispensables.

Nous reconnaissons la responsabilité principale de l'ONU dans la préservation de la paix et la sécurité internationales. Le Tchad soutient ces opérations de maintien de la paix dans le monde. Par conséquent, il n'est nullement question pour nous de nous substituer aux autres Forces engagées au Mali.

La Force Conjointe du G5 SAHEL se veut une entité complémentaire dont l'objectif est répondre de manière appropriée à la guerre asymétrique et non conventionnelle à laquelle s'adonnent les terroristes et les trafiquants de tout genre. C'est pour cette raison que nous sollicitons des Nations Unies et en particulier au Conseil de Sécurité l'octroi d'un mandat robuste devant permettre à la Force Conjointe de disposer des ressources durables.

**Mesdames et Messieurs ;**

**Distingués invités ;**

La situation humanitaire est aggravée par le contexte sécuritaire particulièrement difficile que vit notre sous-région. Elle se traduit par des crises humanitaires de grande ampleur, par des déplacements massifs de populations, la famine, la malnutrition et les épidémies.

Mon pays accueille depuis plus d'une décennie plus de 400.000 réfugiées et de déplacées fuyant des conflits dans les pays voisins auxquels s'ajoutent les retournés et les déplacés internes, suite aux conflits en Libye et en République Centrafricaine.

La prise en charge de cette catégorie de personnes vulnérables pose un réel problème, au regard du vide juridique actuel sur la définition d'un statut qui leur est propre.

La conjoncture mondiale actuelle et la persistance des foyers de tension autour du Tchad est une préoccupation majeure pour notre pays.

Tout en reconnaissant l'appui soutenu de tous nos partenaires à la problématique humanitaire au Tchad, nous appelons la Communauté internationale à s'investir davantage pour soulager les souffrances des populations hôtes, des réfugiés et des déplacés.

Une des conséquences des difficultés économiques et des troubles, c'est la migration massive de la jeunesse africaine vers d'autres lieux et en particulier vers l'Europe.

C'est un phénomène insupportable au regard des conditions de voyage et de séjour dans certains pays de transit et d'accueil.

C'est pourquoi le Tchad qui est un pays de transit des migrants, se concerta avec ses différents partenaires pour répondre aux causes profondes de ce phénomène et appelle à un investissement massif dans les programmes de développement des pays d'origine des migrants, pour mettre un terme à ce drame humain.

**Mesdames et Messieurs,**

La situation humanitaire ne peut être contenue que si les foyers de conflits dans les pays voisins du Tchad sont résolus. C'est pourquoi, le Gouvernement tchadien se montre très attentif à ces conflits et continuera de travailler avec la communauté internationale pour y mettre un terme.

La République Centrafricaine n'a pas fini avec la violence. Le Tchad salue les mesures prises par le Président Faustin Archange Touadera et son Gouvernement pour affirmer la présence et l'autorité de l'Etat.

Aussi, appelle-t-il avec insistance toutes les factions armées à s'engager sans délais dans le processus de paix. A cet égard, nous pensons que l'Initiative Africaine pour la Paix et la Réconciliation en RCA reste la grande opportunité que toutes les parties au conflit doivent saisir pour ramener la paix et la sécurité dans ce pays.

En ce qui concerne la situation en Libye, le Tchad apporte tout son appui aux Nations-Unies et à l'Union Africaine dans la recherche d'une réconciliation entre les différentes parties libyennes. Mais la solution de la crise est entre les

mains des acteurs politiques libyens qui ont la responsabilité historique de répondre aux attentes des populations.

Le Soudan du Sud est comme une plaie sur l'organisme de notre Continent. Là également, les protagonistes ont l'obligation morale de faire cesser les souffrances intolérables des populations. La revitalisation des Accords d'Aout 2015 et le Dialogue National doivent être soutenus par la Communauté internationale

**Mesdames et Messieurs,**

Sur le plan international, le Tchad s'est félicité en son temps de la reprise des relations diplomatiques entre les Etats-Unis et Cuba. Rien ne s'oppose plus à la normalisation des relations entre les deux pays. Par conséquent, mon pays estime que maintenir l'embargo qui frappe Cuba depuis des décennies est injuste et contreproductif.

La question Palestinienne reste une question fondamentale dont les répercussions sur d'autres crises est évidentes.

C'est pour cette raison qu'une solution juste et acceptable doit être trouvée et qui passe par la cohabitation pacifique de deux Etats Israël et la Palestine. Aussi, le Tchad soutiendra-t-il tous les efforts visant la reconnaissance de l'Etat de la Palestine dans tous ses aspects et sur la base des frontières de 1967.

Le monde est confronté ces dernières semaines à une crise inacceptable ; c'est le sort réservé à la minorité musulmane des Rohingyas en Birmanie qui subit une véritable épuration ethnico religieuse. Le Tchad estime que le monde entier doit s'élever contre cette dérive et appeler le Gouvernement birman à faire cesser immédiatement cette tragédie.

La République du Tchad est préoccupée au plus haut point par les menaces que font peser sur la paix mondiale les essais nucléaires pratiqués par la Corée du Nord. Les dirigeants de ce pays doivent mesurer les conséquences dramatiques qui peuvent découler de cette politique et privilégier le dialogue pour faire prévaloir ses droits

Enfin, concernant les propositions de réforme des Nations Unies, le Tchad réitère la position commune de l'Afrique tels que déterminées par le Groupe africain à New York et issue du consensus d'Ezulwini.

Nous pensons aussi qu'une réforme des Nations Unies passe surtout par celle du Conseil de Sécurité, avec l'octroi d'un siège à l'Afrique comme membre permanent, lui permettant ainsi d'être associée dans le processus de prise de décision sur les affaires du monde.

**Monsieur le Président,  
Mesdames et Messieurs,**

Qu'il s'agisse des questions économique, climatique et environnementale, des crises internes et internationales, le Tchad a toujours été guidé par le souci d'assurer aux citoyens du monde la sécurité et le bien être qu'ils sont en droit d'attendre de leurs dirigeants. Mon pays invite chacun des Etats ici présents, à mettre en œuvre dans ses politiques publiques, le thème retenu cette année par notre Assemblée, pour que notre planète et les hommes qui y vivent se portent mieux.

**Je vous remercie pour votre aimable attention.**